

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Supplément au n° 545 - 2f.
du mercredi 12 juillet 1972

PREPARATION DU 8ème CONGRES NATIONAL DU P.S.U.



TOULOUSE - 2 - 3 - et 4 DECEMBRE 1972

En vue de la préparation du prochain Congrès, un secrétariat a été mis en place par le Conseil National de JUVISY. Il comprend les camarades A. BARJONET, R. CHAPUIS, G. CONSTANTIN, Y. CRAIPEAU, P. DORIVAL, G. FERAN, J. LE GARREC, M. MOUSEL, F. PERONET, Ph. SIMON. Chargé de rédiger un texte préparatoire aux débats du prochain congrès, le secrétariat a établi un plan de travail qu'il soumet à l'ensemble des militants du parti. Sous les formes les plus diverses (bilan de lutte, réflexion personnelles de section ou de fédérations, documents d'analyse), les militants sont invités à participer à l'élaboration du texte définitif. Ecrire avant le 25 Août au secrétariat de Préparation du congrès, 9 rue Borromée, PARIS XVè. Toutes ces contributions permettront la rédaction d'un texte complet qui sera soumis à la DPN LORS DE SA REUNION DES 23 et 24 septembre 1972.

Il est inutile d'insister sur l'importance de ce travail collectif dans la conjoncture actuelle. Nous devons à la fois préciser notre stratégie en réfléchissant aux forces sociales de la révolution, et jeter les bases d'un programme de transition, ce qui implique l'examen des éléments essentiels d'une société de transition vers le socialisme et la définition de mots d'ordre plus précis pour la période actuelle (réactualiser le programme d'action adopté au Conseil d'Orsay en janvier 71). Ceci nous entraîne également à mieux définir notre organisation pour faire face à nos responsabilités.

o o o
o o
o

I /- LES FORCES SOCIALES DE LA REVOLUTION

Le parti avait tenté, l'année dernière, de fixer une stratégie de prise révolutionnaire du pouvoir. Mais les luttes les plus importantes de cette année nous posent de nouvelles questions : place des travailleurs peu qualifiés (O.S., immigrés etc) dans les luttes, "coupure" au sein de la classe ouvrière entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs peu qualifiés, entrée en lutte de couches non productives prolétarisées (grands magasins), organisation du soutien des luttes, etc... Le débat doit donc essentiellement porter sur les forces de la révolution afin que le mouvement révolutionnaire soit capable d'aider à la réalisation de l'unité populaire et du mouvement politique de masse.

1 - LES BASES SOCIALES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE -

1-1 Trois critères fondent la nature révolutionnaire d'une classe sociale :

- son exploitation, c'est à dire le fait qu'elle est privée du produit de son travail, qu'elle est créatrice des richesses que s'approprie la classe dominante (qui détient les moyens de production) ;
- son oppression, c'est à dire le fait qu'elle vit un travail aliéné, parcellisé et abrutissant, qu'elle a des conditions de vie dégradées, et qu'elle est privée de tout moyen de s'exprimer en tant que classe ;
- le fait qu'elle est une classe montante, c'est à dire porteuse d'un nouveau mode d'organisation sociale et de nouveaux rapports de production, tant techniquement (maîtrise du processus de production et capacité à l'organiser) que politiquement (place prépondérante dans la société parce que créatrice des richesses, rien à perdre et tout à gagner dans le changement révolutionnaire).

1-2 Cette capacité révolutionnaire est-elle le fait de toute la classe ouvrière ou d'une couche de celle-ci ?

Comment faut-il analyser la "coupure" de la classe ouvrière entre manoeuvres-OS et travailleurs qualifiés (OP, techniciens, certains ingénieurs de production) :

- s'agit-il d'un fait irréversible obligeant le mouvement révolutionnaire à choisir ? Sur quels critères ?
- Cette division n'est-elle pas, au contraire, le résultat même des lois du développement capitaliste ? D'une part, en effet, le développement des forces productives tend à augmenter la qualification de la force de travail : c'est ainsi que même les "O.S." actuels possèdent en fait bien souvent une réelle qualification par rapport aux travailleurs non qualifiés d'il y a un siècle, c'est ainsi que les "techniciens" jouent aujourd'hui un rôle beaucoup plus important dans la production qu'il y a seulement vingt ans.

Mais en sens inverse, le patronat, afin de lutter contre les effets de la tendance à la baisse du taux de profit, est amené à dévaloriser constamment la force de travail ; il arrive fréquemment que des ouvriers qui effectuent un travail relativement complexe soient, néanmoins, classés comme "O.S.". Autrement dit, les lois mêmes de l'appropriation privée des moyens de production conduisent les capitalistes à diviser au maximum la classe ouvrière pour l'empêcher de vivre en tant que classe.

Peut-on parler des OS comme "des ouvriers de l'avenir" ou des OP de la même façon, ou ne faut-il pas plutôt étudier la classe ouvrière dans son évolution et son unité ? Ne s'agit-il pas d'une unité dialectique de la classe ouvrière ?

1-3 Les paysans travailleurs font-ils partie intégrante du prolétariat ? (cf. Lambert : "Les paysans dans la lutte des classes"). (cf. Rapport de la Commission Nationale Agricole devant la DPN - Critique Socialiste N° 8).

1-4 Parce que les capitalistes ont de plus en plus de difficulté à réaliser sur le marché la plus-value, les producteurs, c'est à dire les ouvriers,

n'ayant pas les moyens solvables, ils multiplient les travailleurs "improductifs", payés sur une partie de la plus-value (employés du grand commerce du secteur du crédit etc...) dont la fonction est de permettre de réaliser la valeur et donc de permettre la poursuite de l'accumulation capitaliste. L'appropriation privée apparaît là encore comme un frein au développement des forces productives : multiplication des couches non-productives, création de secteurs parasitaires, etc... Toutefois les capitalistes essayent de réduire au maximum le coût de cette force de travail et d'augmenter son rendement. Les travailleurs de ce secteur (ainsi que les petits fonctionnaires) sont de plus en plus prolétarisés et entrent souvent dans les luttes (ex. Thionville).

Font-ils partie intégrante du prolétariat ? Même si leurs conditions de travail et de vie, leurs salaires, leur conscience de classe les rapprochent de la classe ouvrière, sont-ils porteurs d'un monde nouveau et ont-ils le même intérêt au changement révolutionnaire ?

La nature même du système de production a été transformée par le développement capitaliste. Les forces productives se sont-elles modifiées dans leur nature même ? Quelles sont les nouvelles composantes de la force de travail ? Comment en est assurée la reproduction ?

1-5 Quelles sont les fonctions actuelles des travailleurs intellectuels (étudiants, professeurs, cadres, etc...) ? Sont-ils simplement des "chiens de garde" du système ou certains sont-ils partie intégrante du travailleur collectif ? Dans quelle mesure les couches intellectuelles sont-elles susceptibles de fournir des alliés au prolétariat ?

2 - L'ADVERSAIRE : LA BOURGEOISIE ET SON ETAT -

- où est le pouvoir ?
- capitalisme national et firmes multinationales ;
- critique des thèses du PCF sur le capitalisme monopoliste d'Etat ;
- contradictions au sein de la classe dominante ;
- rôle de l'Etat dans la résolution des contradictions à l'intérieur des diverses catégories sociales.

Sur tous ces points cf. (textes de Lille ;
 - (textes internationaux de Juvisy ;
 (articles de Critique Socialiste (notamment sur les
 thèses du PCF sur le capitalisme monopoliste d'Etat et
 - sur certains conflits type Evian).

3 - CONSCIENCE DE CLASSE ET LUTTES DE MASSE -

3-1 Comment réaliser l'unité de la classe ouvrière ?
 comment réaliser l'unité paysans-ouvriers ?
 solutions des conflits entre les diverses couches de la classe ouvrière ;
 solutions des contradictions secondaires (homme/femmes - français/im-
 migrants - jeunes/vieux, etc...).

3-2 - Comment réaliser l'unité populaire :

- quelles couches sont susceptibles de rallier le combat du prolétariat ;
- sur quelles bases réaliser ces alliances ;
- quelles formes de soutien des luttes et d'organisation etc...

La réalisation de cette double unification repose pour une grande part sur le programme de transition dont le rôle et les éléments essentiels sont évoqués

plus loin.

4- LA PRISE DU POUVOIR -

cf. les résolutions antérieures du parti, considérer en particulier :

- le rôle des conseils ouvriers en tant qu'organes de double pouvoir ;
- rôle de la violence de masse ;
 - grève générale,
 - rôle des partis, etc...

II /- LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION/

1 - ROLE ET NATURE DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION -

Il ne s'agit pas ici de décrire une forme de société, mais d'indiquer les grandes lignes de la transition au socialisme et au communisme dans la mesure où elles commandent notre action actuelle.

1-1 La société de transition, c'est celle "qui vient d'émerger de la société capitaliste ; c'est donc une société qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien ordre où elle a été engendrée". (Marx - Critique du programme de Gotha).

Ces stigmates sont connus : rapports de propriété, production marchande et loi de la valeur, division travail intellectuel/travail manuel, opposition ville-campagne, hiérarchie capitaliste (hiérarchie des salaires et hiérarchie des fonctions), famille, école, culture et idéologie, etc... La société de transition doit donc les détruire et prendre en charge consciemment l'évolution vers la société communiste.

1-2 Pour réaliser ces objectifs, il y a nécessité de la dictature révolutionnaire du prolétariat ; c'est à dire de la dictature "de l'immense majorité travailleuse sur la petite minorité exploiteuse" (Lénine).

Elle s'exerce à travers l'autogestion et la mise en place d'un Etat prolétarien. (cf. Textes de Lille, pages 58 et suivantes.)

1-3 Les caractères d'une société de transition dépendent largement des conditions de départ ; aujourd'hui, il est nécessaire de préciser les formes que prendra le pouvoir des travailleurs, pour éviter toute confusion avec les expériences historiques où la dictature du prolétariat s'est transformée en fait en dictature sur le prolétariat. En particulier :

- qui contrôle la production ?
- qui détient les armes ?
- qui exerce la police ?
- qui rend la justice ?

2- L'AUTOGESTION, BASE DU POUVOIR OUVRIER -

2-1 L'autogestion n'est pas un quelconque mode de gestion "démocratique" de l'entreprise, mais l'organisation du pouvoir ouvrier sur l'ensemble de la société. Elle est inséparable de la dictature du prolétariat telle qu'elle a été comprise plus haut, dont elle constitue une forme d'application.

2-2 L'autogestion est le pouvoir direct des travailleurs en tant que classe à tous les niveaux de la société ;

2-3 Elle s'exerce dans les conseils ouvriers, lieu réel de la démocratie de masse.

2-4 Elle s'exerce également dans des conseils de villes, villages, quartiers, immeubles ... qui permettront à la classe ouvrière de jouer son rôle sur tous les secteurs de la vie sociale.

2-5 L'autogestion pose la question des syndicats : leur existence, leur rôle (contestation ? participation en tant qu'appareil ? élément d'entraînement), leur autonomie par rapport à l'Etat.

2-6 L'autogestion transforme radicalement la question du pouvoir d'Etat. Des aspects essentiels de ce pouvoir peuvent être pris en charge dans la masse même des travailleurs. Pendant toute une période un pouvoir d'Etat reste nécessaire pour la centralisation que demande le système de production (problèmes de la planification) pour impulser et coordonner la lutte contre la vieille société bourgeoise et pour assurer la défense du pouvoir des travailleurs. Il faudra éviter notamment que l'influence de l'environnement capitaliste international (notamment par le jeu du marché extérieur) ne vienne menacer et compromettre le développement du socialisme à l'intérieur du pays.

3 - PRODUIRE POURQUOI ?

Le développement de la production n'est pas un but en soi, comme pour Staline ou G. Marchais, mais un moyen pour assurer les bases de l'émancipation de l'humanité.

3-1 La logique du capitalisme est celle du profit et du développement sauvage. Cela se traduit par exemple par l'investissement de 80% des budgets de recherche dans la modification de produits déjà existants, leur conditionnement, l'effort de publicité pour la création artificielle du besoin (cf. industrie pharmaceutique). C'est cette logique que nous devons combattre et remettre en cause. Le développement productif ne doit avoir qu'une finalité : la satisfaction des besoins réels des travailleurs (valeur d'usage) ; le temps, l'espace, les ressources naturelles doivent être considérés comme éléments d'appréciation pour déterminer le cadre de ce développement.

3-2 Les thèmes productivistes ne rendent pas compte des potentialités nouvelles des forces de production (voir le programme PC-PS). Il ne s'agit pas de rester à l'intérieur d'une logique identique à celle de la société actuelle pour ménager des rapports sociaux plus équitables, et une meilleure distribution des richesses. Il s'agit non de "battre" la société capitaliste sur le plan de la production, mais d'organiser la production au service de l'épanouissement de chacun.

3-3 Cette perspective remet en cause la motion actuelle du travail (aliénation et punition) et tend à réduire la cassure entre le travail et le loisir. On en voit les conséquences : réduction massive de la journée de travail, nouvel aménagement du temps, destruction du travail en miettes et de la surspécialisation, remise en cause de la division travail manuel/travail intellectuel...

Le loisir n'aura pas uniquement comme fonction la reconstitution de la force de travail, d'où des conséquences culturelles importantes.

4 - POUR UNE REVOLUTION CULTURELLE

4-1 Il ne s'agit pas de "démocratiser" la culture (c'est à dire faire accéder le plus grand nombre de gens à la culture actuelle, c'est à dire bourgeoise - thèse du PCF), mais de détruire la culture et l'idéologie bourgeoise, "la tradition qui hante le cerveau de l'homme" (Engels).

4-2 concrètement cela signifie par exemple :

- la destruction de la morale bourgeoise ; - la remise en cause de la famille et de l'école en tant que structure répressive propageant les rapports de propriété et d'autorité et reproduisant la hiérarchie capitaliste ; - la destruction d'une culture réservée à "une élite" éclairée", mais la création des moyens de l'expression des travailleurs, permettant de mettre fin à leur aliénation, c'est à dire de s'identifier en tant que personne et en tant que classe.

4-3 La société se caractérise par sa capacité à inventer de nouveaux rapports sociaux qui impliquent l'instauration rapide de nouveaux modes d'organisation sociale, par exemple en ce qui concerne : - l'enfance, - l'éducation permanente, - l'environnement et la ville, - la santé.

III /- MOTS D'ORDRE DE TRANSITION /

Le parti révolutionnaire n'est pas une secte messianique qui s'intéresse à ce que deviendra la société après la révolution. Ses intérêts ne se distinguent pas des intérêts généraux de la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière elle-même qui fera l'expérience au cours de ses luttes de la nécessité de la voie révolutionnaire. Le parti ne se borne pas à lui expliquer cette nécessité dans sa propagande. Il aide les travailleurs à en faire eux mêmes l'expérience.

1 - DEVELOPPER ET POLITISER LES LUTTES DES MASSES -

1-1 Le parti soutient les luttes - même les plus modestes, des ouvriers et des paysans travailleurs pour se défendre, améliorer leurs conditions de vie, et de travail, limiter le pouvoir des exploités et et augmenter celui des masses populaires.

1-2 Il s'efforce d'en assurer le succès en mettant en avant les mots d'ordre qui permettent d'unifier les luttes, de dépasser les conflits entre les diverses couches de la classe ouvrière, de résoudre les contradictions secondaires entre hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés etc..., de réaliser dans les luttes l'unité entre ouvriers et paysans travailleurs.

1-3 Il reprend les mots d'ordre qui préfigurent ceux de la période de transition (contre la hiérarchie, contre l'organisation capitaliste du travail, pour le contrôle ouvrier, le revenu garanti aux paysans travailleuse etc...) mots d'ordre qui sont ceux de l'extrême gauche et, aujourd'hui, d'une large fraction des travailleurs de la ville et de la campagne.

2- POSER LA QUESTION DU POUVOIR D'ETAT - (Reprendre et préciser le programme d'action).

2-1 C'est au niveau du pouvoir que ces problèmes peuvent trouver réellement une solution. Ici encore la démarche des révolutionnaires est en contradiction totale avec celle des organisations réformistes et néo-réformistes.

2-2 LA REPONSE REFORMISTE : Ces derniers renvoient le socialisme aux calendes grecques. Ils proposent en attendant un programme minimum qu'ils jugent réalisable dans le cadre de la société capitaliste. Ils se proposent de gérer cette société en assurant le mécanisme du profit par le développement de la consommation et la réorganisation de l'appareil économique, espérant pour certains (PCF) que cette phase de "démocratie avancée" permettra de liquider le capitalisme privé au profit d'un capitalisme d'Etat centralisé par eux.

2-3 LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES : Cette finalité n'est pas celle des révolutionnaires. Ils expliquent aux travailleurs que le but des socialistes n'est pas de gérer la société capitaliste mais de la briser - que le socialisme ne peut pas s'instaurer dans le cadre des institutions bourgeoises et par la voie électorale, mais suppose l'affirmation de la force des travailleurs contre celle de la bourgeoisie, de son appareil d'Etat, et de ses forces supplétives. Tel est le sens des mots d'ordre de transition que les révolutionnaires mettent en avant pour mobiliser les masses vers le pouvoir. Toutes les expériences antérieures le montrent (cf. 1ère partie 3-Conscience de masse et luttes de masse).

3 - ETRE CAPABLE DE REPONDRE AUX ILLUSIONS REFORMISTES -

3-1 Profitant de la crise de l'appareil d'Etat, récupérant l'élévation de la conscience des masses et utilisant l'absence de crédibilité d'une issue révolutionnaire, les réformistes cherchent à exercer le pouvoir dans le cadre de la société capitaliste en reprenant à leur compte nombre de revendications mises en avant par les masses depuis 1968. Dans ces conditions, une fraction importante des masses populaires voient une issue dans le renversement des équipes bourgeoises par un gouvernement socialo-communiste. Dans ces conditions est-il possible de continuer à animer les luttes sans tenir compte de l'écho que peuvent trouver dans la classe ouvrière les propositions réformistes ? Le débat doit s'ouvrir. Nous proposons une première approche de réponse.

3-3 Les révolutionnaires ne se contentent pas d'expliquer la médiocrité et la duperie de ce programme, l'infirmité d'un projet qui s'inscrit dans le cadre de la société capitaliste et des institutions gaullistes, l'avortement prévisible de l'expérience réformiste. Toutes les expériences le montrent les réformistes ne tiennent leurs promesses que quand ils y sont contraints et les travailleurs n'ont en définitive que ce qu'ils conquièrent dans les luttes. Les révolutionnaires + leur autonomie face aux réformistes et à leurs perspectives. Ils entendent aider les masses à faire leur expérience, à déborder les timidités réformistes, à comprendre dans leur lutte la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois et de lui substituer le pouvoir ouvrier et paysan. Les révolutionnaires soutiendront à tous les niveaux tout projet de réforme progressiste. Ils appelleront les travailleurs à reprendre les mesures nécessaires pour imposer aux réformistes l'application des réformes qu'ils promettent et pour briser les résistances qu'ils leur opposeraient les forces bourgeoises.

3-4 Dans cet esprit, ils donnent à leurs mots d'ordre de transition des formes qui leur permettent de répondre à des questions de ce type :

- comment contrôler que les promesses seront tenues ? (compte rendu des élus de leur activité devant des assemblées des travailleurs ; révocabilité des élus ; les élus du parti acceptant unilatéralement la règle de la révocabilité..)
- Comment éviter que les réformes soient émasculées ? (ex. les droits syndicaux aux immigrés, mais pas les droits politiques ; la limitation de la hiérarchie abandonnée aux conventions collectives...).
- comment faire que les nationalisations ne soient pas pour les travailleurs une duperie (un changement juridique de la raison sociale de

leurs exploités). mots d'ordre : sans indemnités, ni rachats (sans quoi on déplace seulement dans des secteurs éventuellement plus rentables la puissance du profit). Contrôle des entreprises et des branches industrielles nationalisées par les délégués élus des travailleurs (sans quoi le patron vient seulement le capitalisme collectif). Contrôle des travailleurs sur le secteur privé etc...

- Comment empêcher l'inflation prévisible ? (monopole du commerce extérieur etc...)

- Peut-on appliquer un programme anticapitaliste dans le cadre de l'alliance atlantique et de la CEE, (retrait de l'OTAN, + action pour une Europe des travailleurs etc..).

- Comment appliquer un programme qu'on prétend anti-capitaliste en laissant en place les organismes du pouvoir bourgeois ?

- armée (quel contrôle ? quelle réorganisation ? suppression de la force de frappe..) - police (suppression et remplacement par les milices populaires ?) tribunaux (remplacement par des juges élus ?)

- Comment imposer aux patrons et à la bourgeoisie des réformes anti-capitalistes ? Rôle de la force organisée des travailleurs : l'intervention de la police au JOINT FRANCAIS pour occuper l'usine, à Thionville pour empêcher le blocage des ventes, dans les occupations de logements vides pour expulser les squatters, montre la nécessité actuelle de la défense des luttes et de la violence de masse, en même temps que de l'organisation du soutien populaire.

- Comment empêcher en cas de majorité électorale l'obstruction présidentielle ? Faudrait-il attendre 1976 ? Sinon comment mobiliser la classe ouvrière ?

- Quel doit être le rôle des syndicats dans cette perspective ? serait-ce de s'intégrer à la coalition électorale et parlementaire ? ...)

En tout état de cause les révolutionnaires ne fondent pas leur action sur le calendrier électoral (73 ... 76 ...) les élections sont pour eux, non le but ultime auquel doivent être subordonnées les luttes, mais un moment de l'application politique, les conquêtes, même partielles dépendant du niveau des luttes.

IV /- ORGANISATION /

Les structures du parti comme celles des mouvements de masse reproduisent très souvent les divisions imposées par le capitalisme. N'est-ce pas là un obstacle à dépasser ? Comment le faire ? Quelles formes d'organisation ? Quelles structures militantes ? Comment assurer la liaison entre parti et masses ?

+ ERRATUM : A la place de l'OTAN, lire, bien entendu, PACTE ATLANTIQUE.